



TOUS ENSEMBLE LE 27 MAI AGISSONS !



RETRAITES Des solutions il y en a ! **EMPLOI - SALAIRE - JUSTICE - SOLIDARITE**

Des formules on ne peut plus simples...

Cotiser à hauteur de ses moyens, bénéficier à hauteur de ses besoins, tel était, et doit rester, le principe fondateur de notre système de sécurité sociale (famille, santé, retraite).

Les cotisations sont donc basées sur les salaires et le nombre des emplois :

***+ D'emplois = + de cotisations
Des salaires + élevés = des cotisations plus importantes***

...que nos dirigeants semblent ignorer

Au lieu d'agir pour la création d'emplois stables, augmenter le SMIC et inciter les entreprises à augmenter les salaires, c'est la politique « exonérations à gogo au moins disant ! »

Ainsi, les employeurs qui font le choix d'emplois précaires et de salaires bas sont, cerise sur le gâteau, exempts ou bénéficient de remises importantes sur les cotisations !

Toutes les exonérations représentent aujourd'hui près de 31 Mds €, dont 90% compensés par l'Etat, ce qui pèse donc sur le budget et les moyens pour les hôpitaux, les écoles, le logement social... **Ainsi nous payons en partie à la place des entreprises !!**

A côté de cela, bonus, stock options et autres dividendes sont autant de richesses créées par les salariés qui échappent à la crise et ne sont bien entendu pas mis à contribution dans les cotisations sociales...

...A moins qu'ils ne le fassent exprès dans d'autres buts...

Crier « les caisses sont vides » « il faut se serrer la ceinture » ... et si on faisait les comptes ?

Les comptes des sommes que le gouvernement offre directement ou indirectement aux entreprises, vidant les caisses de l'Etat pour remplir celles des actionnaires ?

A moins que l'objectif soit en fait de porter un nouveau coup au système de protection sociale solidaire gagné au sortir de la guerre et que le patronat n'aurait toujours pas digéré....

Si ces questions sont évacuées, passées sous silence, c'est pour éviter le débat de fond : une autre utilisation des richesses pour le développement de l'emploi, des salaires, du bien être au travail.

**La CGT fait des propositions concrètes, réalistes
et porteuses de perspectives pour l'avenir de chaque travailleur :
IMPOSONS-LES !**

Retrouvez l'analyse et les propositions CGT en détail auprès des militants et sur le site www.cgt.fr

Financement du système de retraites : le gouvernement dévoile ses « pistes » :

Le document d'orientation jalonné de quatorze engagements a essentiellement comme fil conducteur les propositions du MEDEF et met en avant les choix gouvernementaux pour le financement de nos retraites.

Obsédé par l'allongement de la durée de cotisations, le report de l'âge légal et la baisse du taux de remplacement, le ministre Woerth tente bien d'écorner les revenus du capital, mais aucun chiffre n'est avancé pour mesurer le niveau de cette contribution.

Une réponse inefficace à moyen et long terme...

Cette solution inacceptable d'un point de vue social sera en outre d'une efficacité de courte durée.

Si les hypothèses de passage à 43.5 annuités de cotisations et 63 ans pour l'ouverture du droit, réduirait de 50% le besoin de financement en 2030, leurs effets ne seraient déjà plus que de 36% en 2050...

Ce qui voudrait dire à terme, un nouveau report !

...et lourde de conséquences sociales !

L'allongement de l'espérance de vie est le fruit des progrès rendus possibles par les richesses créées par le travail. La tendance souhaitée par le patronat et reprise par le gouvernement va faire stagner ou régresser l'espérance de vie, du fait aussi de la dégradation des conditions de travail, de la précarité, des difficultés d'accès aux soins...

Cela va fortement peser en outre sur l'emploi, en particulier celui des jeunes !

Combattre les propositions de repousser l'âge de départ en retraite et l'allongement de la durée de cotisations, c'est rappeler que d'autres choix sont possibles.

C'est aussi réaffirmer que nous ne voulons pas perdre notre vie à la gagner.

Ce qu'il faut, c'est :

- Autre politique de l'emploi
- Augmentation des salaires
- Taxation des revenus financiers
- Reconnaissance de la pénibilité



- Garantie de financement du système de protection sociale
- Retraite à taux plein à 60 ans
- Prise en compte des années d'études et de chômage
- Pas de pension inférieure au SMIC

**Imposons d'autres choix par une autre utilisation des richesses créées.
Mobilisons-nous dans les entreprises et dans la rue.**

**A l'appel des organisations syndicales
CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA**

Tous ensemble, rendez-vous le 27 mai !

A Rodez : 14h30 Avenue de Bordeaux (EDF)

A partir de 13H30 barrage filtrant rond-point des Moutiers et de la Gineste

ETRE PLUS NOMBREUX POUR ETRE PLUS FORT... ET GAGNER !

